



ATELIER SUR LE PATRIMOINE MATÉRIEL ET LE TOURISME DURABLE EN RDC



Organisé par l'ONG Kongo River avec le financement de l'UNESCO

Rapport de l'Atelier National sur le Patrimoine Matériel et le Tourisme Durable en RDC

1. Introduction

La République Démocratique du Congo, une nation dont le potentiel culturel et naturel est immense, est confrontée à un paradoxe : celui d'un patrimoine d'une valeur inestimable qui demeure largement sous-exploité. Des paysages grandioses des parcs nationaux aux vestiges historiques et aux expressions culturelles vivantes, le pays recèle des richesses qui pourraient être des leviers de développement majeurs. Cependant, la contribution du secteur touristique au produit intérieur brut reste inférieure à 1 %, signalant un potentiel inexploité.



Dans ce contexte, l'ONG Kongo River, avec le soutien technique et financier de l'UNESCO, avec l'accompagnement de l'Office National du Tourisme (ONT), a organisé un atelier national sur le patrimoine matériel et le tourisme durable. Tenue à Kinshasa, cette rencontre a réuni une trentaine de participants de divers horizons (institutions publiques, organismes techniques, société civile, entreprises privées, et experts indépendants), dans une démarche collaborative visant à poser les fondations d'une politique nationale de valorisation. L'objectif était de formuler une stratégie cohérente pour un tourisme inclusif, respectueux des communautés et ancré dans les principes du développement durable.

Au fil de conférences, d'études de cas inspirantes (notamment celles du Rwanda, du Kenya et de la Tanzanie), et de travaux en groupes, l'atelier a permis de dresser un état des lieux, d'identifier les défis et de formuler des recommandations stratégiques. Les discussions ont mis en lumière la nécessité d'une approche holistique, combinant innovation numérique, révision législative, renforcement des capacités et implication active des acteurs locaux. Ce rapport final retrace l'essence de ces échanges et présente les recommandations clés pour que la RDC devienne une destination touristique de premier plan, où mémoire et modernité se rencontrent pour générer développement et dignité.

2. Objectifs de l'Atelier

1

Formuler les orientations d'une stratégie nationale

Élaborer une vision cohérente pour la valorisation du patrimoine matériel congolais

2

Identifier et cartographier les sites prioritaires

Sélectionner les sites à fort potentiel touristique pour des projets pilotes

3

Former les parties prenantes

Renforcer les compétences des acteurs sur les enjeux du tourisme durable

4

Renforcer la collaboration interinstitutionnelle

Créer des synergies entre les différents acteurs du secteur

Ces objectifs s'inscrivent dans une vision à long terme où le **patrimoine congolais** devient un véritable moteur de développement économique et social, tout en préservant l'authenticité culturelle et la richesse naturelle du pays.

3. Résultats Clés

Dans la quête de valorisation du patrimoine et de développement d'un tourisme durable, une série de résultats clés ont émergé, dessinant la feuille de route d'une transformation profonde. Ce rapport narratif expose une vision cohérente et ambitieuse, fruit d'une analyse méticuleuse et de propositions concrètes.

La prise de conscience patrimoniale et la cartographie du potentiel

Une nouvelle compréhension des enjeux

Le point de départ de cette démarche a été une clarification des distinctions fondamentales entre le patrimoine matériel, tangible et monumental, et le patrimoine immatériel, qui englobe les traditions, les savoir-faire et les expressions culturelles. Cette reconnaissance a conduit à une prise de conscience de la valeur universelle exceptionnelle que recèlent certains sites (cinq sites du patrimoine mondial : Virunga, Garamba, Salonga, Kahuzi-Biega, et la réserve de faune à Okapis), justifiant leur préservation au-delà des frontières nationales. Il est devenu évident que le patrimoine ne devrait plus être perçu comme une relique du passé, mais comme un moteur de développement, s'intégrant pleinement dans les dynamiques de l'économie locale.

L'identification des joyaux cachés

S'appuyant sur cette nouvelle compréhension, une cartographie stratégique a été réalisée pour identifier les sites à fort potentiel, des lieux d'une beauté et d'une richesse exceptionnelles qui sont restés trop longtemps dans l'ombre. Des sites comme Bombo Lumene, Wagenia, le mystérieux Siamfumu, les Grottes de Mbanza-Ngungu et le complexe de Lovo, ont été sélectionnés comme sites pilotes. Ces choix ont été guidés par leur capacité à devenir des projets "bancables", c'est-à-dire des initiatives capables de générer des revenus et de s'auto-financer, assurant ainsi leur pérennité.



4. La structuration de l'écosystème touristique

Une professionnalisation du secteur

Pour que le potentiel se transforme en réalité, il a fallu s'atteler à la structuration du secteur touristique. L'élaboration d'un référentiel national de formation professionnelle est un jalon essentiel, visant à élever les compétences et à standardiser la qualité des services. En parallèle, la création d'une base de données des opérateurs touristiques permet de centraliser et de réguler le secteur, tandis que la mise en place d'un système de certification et de parrainage garantit un niveau d'excellence et encourage l'échange de bonnes pratiques.

L'implication au cœur du projet

Une approche inclusive a été privilégiée, plaçant les communautés locales au centre du projet. Des modèles de co-gestion communautaire ont été proposés, permettant aux populations locales de s'approprier la gestion des sites. Pour assurer une répartition équitable de la richesse générée, des mécanismes de redistribution des revenus touristiques ont été examinés. L'artisanat et les "pauses communautaires" sur les circuits touristiques ont été encouragés pour que le tourisme devienne une véritable opportunité économique pour tous.



La structuration de l'écosystème touristique représente un pilier fondamental dans la stratégie de développement du **tourisme durable en RDC**. Elle vise à créer un environnement professionnel où excellence et inclusion se conjuguent pour offrir des expériences authentiques aux visiteurs tout en générant des retombées économiques significatives pour les communautés locales.



5. L'éducation, la durabilité et l'expérience



Sensibilisation et valorisation

La pérennité de la démarche repose sur l'éducation et la sensibilisation. L'intégration du patrimoine dans les programmes scolaires dès le plus jeune âge est cruciale pour former les futures générations. Les forces de sécurité nécessitent également une formation à l'accueil touristique. La création de guides et de capsules pédagogiques vise à diffuser la connaissance de manière ludique et accessible. Le développement du tourisme durable est un pilier de la démarche, avec la promotion du tourisme de nature et de la biodiversité comme capital scientifique et médicinal. Les visiteurs seront sensibilisés aux gestes écologiques pour préserver ces richesses naturelles.

Créer des moments inoubliables

Le tourisme n'est plus seulement une visite, c'est une expérience. Des activités immersives comme des spectacles, des dégustations de gastronomie locale et des randonnées thématiques sont encouragées pour enrichir le séjour des visiteurs. L'animation patrimoniale se matérialise par des musées vivants et des reconstitutions historiques qui font revivre le passé. De nouveaux festivals, tels que "Kongo River", "Rumba in the Jungle", sont proposés pour attirer les visiteurs et valoriser la culture locale.



Éducation patrimoniale

Intégration dans les programmes scolaires et formation des acteurs



Pratiques durables

Promotion du tourisme de nature et sensibilisation écologique



Expériences immersives

Activités culturelles, gastronomiques et festivals thématiques

6. La modernisation et la gouvernance



Un cadre institutionnel solide

La réussite de cette démarche passe inévitablement par une gouvernance forte et un cadre institutionnel réformé. L'appel à une collaboration stratégique entre les ministères du tourisme et de la culture est une proposition audacieuse visant à harmoniser les efforts et les visions. La création d'un Comité National du Tourisme Durable permettrait d'avoir une instance de décision dédiée et la révision des lois est indispensable pour protéger les biens culturels et clarifier les responsabilités.



L'innovation comme levier de croissance

Enfin, l'innovation et la numérisation sont les catalyseurs de cette transformation. La géolocalisation des sites via les Systèmes d'Information Géographique (SIG) et le GPS facilitera l'accès et l'exploration. La création d'un portail eVisa-RDC simplifiera les démarches administratives pour les touristes étrangers. La sauvegarde numérique des données patrimoniales et la communication moderne via les réseaux sociaux sont des outils puissants pour faire rayonner la destination. Les études comparatives avec des pays comme le Rwanda, le Kenya et la Tanzanie ont permis d'apprendre des meilleures pratiques en matière de branding et d'implication communautaire, assurant ainsi que la stratégie adoptée est non seulement ambitieuse mais aussi réaliste et inspirée.

La **modernisation de la gouvernance** du patrimoine et du tourisme en RDC constitue un axe stratégique fondamental pour transformer le secteur. En combinant réformes institutionnelles et innovations technologiques, cette approche vise à créer un environnement favorable au développement d'un tourisme durable, compétitif et inclusif.

7. Recommandations

La valorisation du patrimoine et le développement d'un tourisme durable en RDC exigent une synergie d'actions, réparties stratégiquement entre les différents acteurs clés. Les recommandations qui suivent constituent une feuille de route pour transformer le potentiel en réalité, en orientant les efforts vers l'efficacité et l'impact.

8. Recommandations stratégiques pour les décideurs et opérateurs



L'État, architecte de la transformation

Le succès de cette démarche repose d'abord sur l'engagement des décideurs politiques. Il leur est vivement recommandé d'embrasser la modernité numérique en investissant massivement dans la création de plateformes web, d'applications mobiles et de campagnes sur les réseaux sociaux. L'objectif est de rendre le patrimoine congolais non seulement visible, mais aussi accessible au monde. Une gouvernance participative est tout aussi cruciale, impliquant activement les communautés locales, les opérateurs privés et les ONG dans la prise de décision. Cette approche décentralisée assure que les projets touristiques répondent aux réalités du terrain. Enfin, il est impératif de mettre à jour les lois culturelles et environnementales, souvent obsolètes, pour y intégrer des clauses sur la durabilité, la co-gestion et les droits des communautés.



Les opérateurs, ambassadeurs d'un tourisme responsable

Les agences, guides et promoteurs touristiques doivent s'engager résolument dans des pratiques durables. Ils sont encouragés à élaborer des plans de développement durable pour leurs activités, en privilégiant des modèles à faible impact comme les circuits courts et les hébergements écologiques. Pour garantir la pleine adhésion des populations, des consultations communautaires régulières doivent être organisées, permettant de co-construire les offres touristiques avec les habitants. La formation est également un pilier de cette transformation : les guides doivent devenir de véritables ambassadeurs, formés à la médiation culturelle, à l'histoire locale et aux gestes écoresponsables.



9. L'engagement des communautés et des institutions

Les communautés, cœurs battants du projet

Les populations locales, riveraines des sites, doivent être au centre du modèle économique. Pour garantir une redistribution équitable des revenus, la mise en place de comités de gestion locaux est préconisée, leur permettant de percevoir directement une part des recettes. Il est essentiel de valoriser l'artisanat local en créant des ateliers et des marchés dédiés, et en formant les artisans au marketing. La participation active à la gouvernance des sites renforce le sentiment d'appartenance et la protection du patrimoine, en intégrant les représentants communautaires dans les instances de décision.

Les institutions, catalyseurs de la mise en œuvre

Les ministères, offices et établissements publics ont un rôle moteur dans la concrétisation des projets. Un effort majeur doit être consenti pour la réhabilitation des sites historiques et naturels, en investissant dans les infrastructures, la signalétique et la sécurité. L'éducation au patrimoine est une priorité, avec l'intégration de modules sur l'histoire et les sites emblématiques dans les programmes scolaires. Enfin, la création de musées de site et de parcours mémoriels est recommandée pour contextualiser les lieux et rendre l'histoire vivante pour les visiteurs.

Participation communautaire

Implication des populations locales dans la prise de décision

Redistribution équitable

Mécanismes de partage des bénéfices avec les communautés

Valorisation de l'artisanat

Création de marchés et formation au marketing

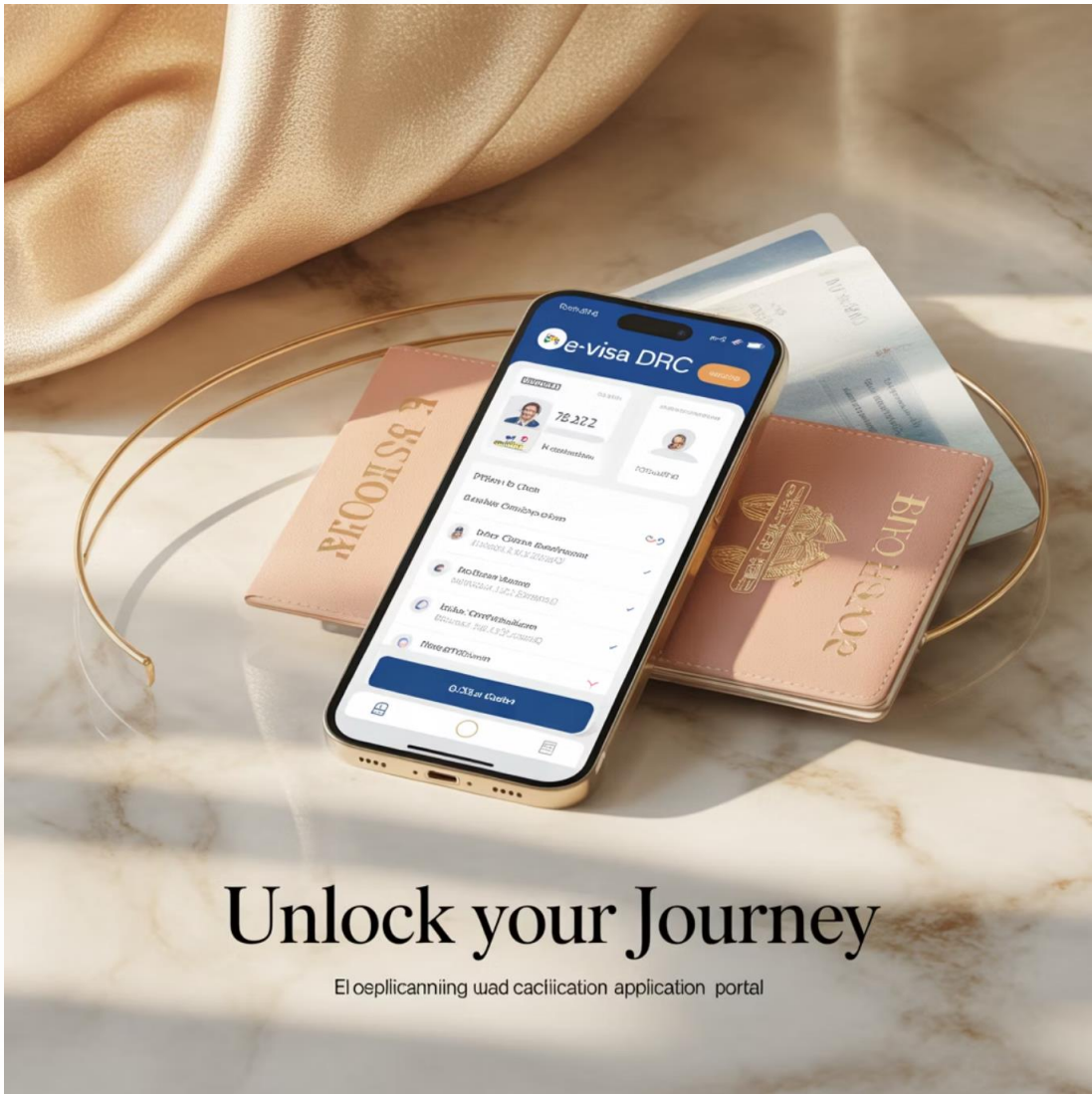
Réhabilitation des sites

Investissement dans les infrastructures et la sécurité

Éducation patrimoniale

Intégration dans les programmes scolaires

10. Plaidoyer pour le tourisme durable et diplomatie



Attirer, simplifier, certifier

Pour attirer les voyageurs internationaux, un plaidoyer diplomatique s'impose. La suppression de la légalisation des lettres d'invitation est une mesure clé qui réduirait les coûts et les délais, rendant la RDC plus attractive. L'instauration d'un visa électronique (eVisa) simplifierait considérablement le processus d'entrée, tout en renforçant l'image du pays. Pour rassurer les voyageurs, il est crucial d'harmoniser les normes touristiques avec les standards internationaux, et de créer un label "Tourisme Durable RDC".

Coopération et visibilité internationale

L'intégration de la RDC dans les circuits touristiques régionaux est un objectif stratégique. La coopération régionale via des accords bilatéraux et la participation aux forums africains est essentielle pour créer des corridors touristiques. Enfin, la mobilisation des ambassades et consulats à l'étranger est vitale pour la promotion du pays. En formant les attachés culturels et en leur fournissant le matériel promotionnel nécessaire, la RDC peut activement se positionner comme une destination touristique de premier plan sur la scène mondiale.

11. Conclusion

Cet atelier national a mis en lumière un fait essentiel : le patrimoine matériel de la République Démocratique du Congo n'est pas une simple relique du passé, mais un puissant levier de développement futur. En réunissant un large éventail de parties prenantes, nous avons pu non seulement dresser un état des lieux sans concession, mais aussi et surtout, formuler des recommandations stratégiques pour transformer le potentiel inexploité en une source de croissance durable et inclusive.



Une gouvernance renouvelée

L'harmonisation des politiques entre les ministères, la mise à jour des cadres législatifs et la création d'instances de décision dédiées sont des prérequis indispensables.



L'innovation numérique

L'utilisation des technologies, de la géolocalisation à l'eVisa, est le catalyseur nécessaire pour simplifier les démarches et attirer un public international.



La professionnalisation du secteur

La formation des acteurs, la certification des opérateurs et la collaboration entre les parties prenantes sont cruciales pour élever le niveau de l'offre touristique.



L'implication des communautés

Le modèle de co-gestion et la redistribution équitable des revenus sont les fondements d'un tourisme qui profite directement à ceux qui vivent sur les sites patrimoniaux.

En s'inspirant des bonnes pratiques observées au Kenya, au Rwanda et en Tanzanie, l'atelier a démontré que la RDC peut devenir une destination touristique de premier plan. La voie à suivre est claire : il faut agir avec détermination, combiner la mémoire du passé avec les outils de la modernité, et placer le développement durable et la dignité des communautés au cœur de chaque initiative. L'engagement de toutes les parties prenantes est le seul garant de la réussite de cette vision ambitieuse pour l'avenir du pays.

12. Liste des Participants et Analyse des Impacts Sectoriels

L'atelier a rassemblé une cohorte diversifiée de 31 participants, représentant un large éventail d'acteurs clés du tourisme et du patrimoine en République Démocratique du Congo. Cette mixité a permis une approche holistique et inclusive, essentielle pour la co-construction de stratégies durables.

Répartition des participants par secteur

Le graphique ci-dessous illustre la distribution des participants, mettant en lumière l'engagement du secteur public, des organismes techniques, de la société civile, du secteur privé touristique, des acteurs de l'art et de la culture, des médias et des experts indépendants.





13. Conclusion

Cet atelier national a mis en lumière un fait essentiel : le patrimoine matériel de la République Démocratique du Congo n'est pas une simple relique du passé, mais un puissant levier de développement futur. En réunissant un large éventail de parties prenantes, nous avons pu non seulement dresser un état des lieux sans concession, mais aussi et surtout, formuler des recommandations stratégiques pour transformer le potentiel inexploité en une source de croissance durable et inclusive.



Une gouvernance renouvelée

L'harmonisation des politiques entre les ministères, la mise à jour des cadres législatifs et la création d'instances de décision dédiées sont des prérequis indispensables.



L'innovation numérique

L'utilisation des technologies, de la géolocalisation à l'eVisa, est le catalyseur nécessaire pour simplifier les démarches et attirer un public international.



La professionnalisation du secteur

La formation des acteurs, la certification des opérateurs et la collaboration entre les parties prenantes sont cruciales pour élever le niveau de l'offre touristique.



L'implication des communautés

Le modèle de co-gestion et la redistribution équitable des revenus sont les fondements d'un tourisme qui profite directement à ceux qui vivent sur les sites patrimoniaux.

En s'inspirant des bonnes pratiques observées au Kenya, au Rwanda et en Tanzanie, l'atelier a démontré que la RDC peut devenir une destination touristique de premier plan. La voie à suivre est claire : il faut agir avec détermination, combiner la mémoire du passé avec les outils de la modernité, et placer le développement durable et la dignité des communautés au cœur de chaque initiative. L'engagement de toutes les parties prenantes est le seul garant de la réussite de cette vision ambitieuse pour l'avenir du pays.